

Info-Türk

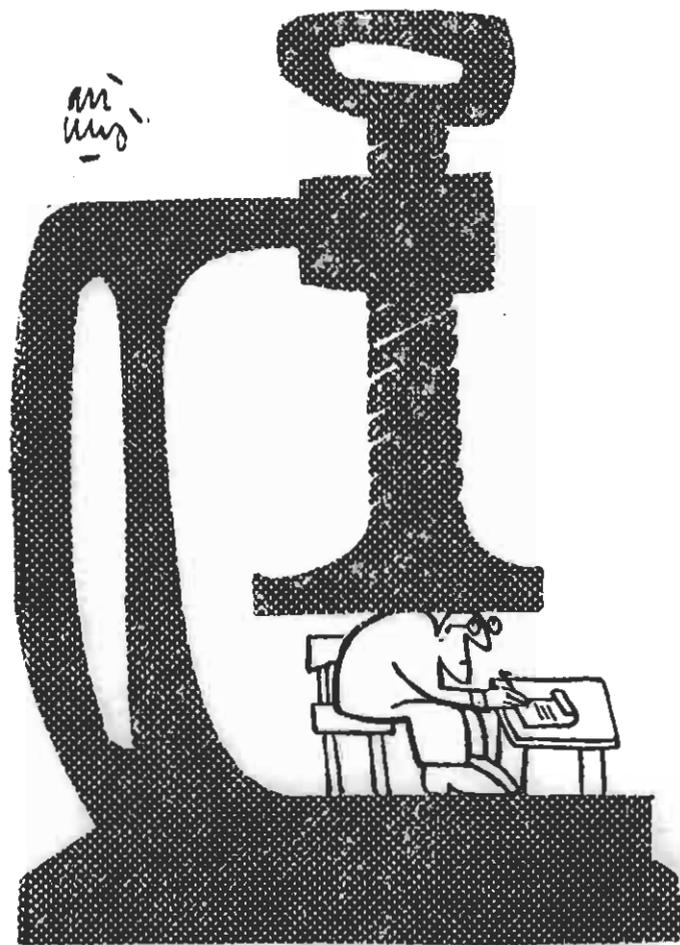
INFO-TÜRK AJANSI
INFO-TÜRK AGENCY
AGENTSCHAP INFO-TÜRK
AGENCE INFO TÜRK
INFO-TÜRK AGENTUR

BÜLTEN BULLETIN

COLLECTIF TURC D'EDITION ET DE DIFFUSION
SQUARE CH.M.WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL 2198
COMPTE BANQUE: INFO-TÜRK 310-0148714 -02

PERIODIQUE MENSUEL
4ème année - juin 1980
Français 44
Abonnement annuel
Benelux 200 FB
Etranger 250 FB

Reproduction de nos articles
autorisée avec la mention
de la référence Info-Türk



AMNESTY INTERNATIONAL:
"TORTURE SYSTEMATIQUE ET
GENERALISEE CONTRE LES DEGENUS
POLITIQUES EN TURQUIE"

LONDRES (ITA) - Une mission d'enquête d'Amnesty International a séjourné en Turquie du 19 au 30 mai et a découvert que "les autorités turques emploient la torture systématique et généralisée contre les détenus politiques". Au moins 3 personnes seraient morte suite aux tortures subies en cours d'interrogatoire. Les enquêteurs d'Amnesty International ont rencontré des victimes de la torture ainsi que des juristes, médecins, politiciens, militants syndicaux et journalistes. L'organisation affirme que les autorités turques emploient les électrochocs, frappent les victimes sur la plante des pieds et s'en prennent à toutes les parties du corps, y compris les organes sexuels. Les prisonniers sont forcés de marcher sur des débris de verre et leur famille est menacée tant que le détenu n'a pas "avoué".

Amnesty International déclare que "dans beaucoup de cas, il n'est absolument pas prouvé que les personnes torturées ont quelque chose à voir avec la violence politique qui balaie la Turquie depuis 1976, et a tué 4.000 personnes. La loi martiale a été instaurée en décembre 1978, après une vague d'assassinats politiques et elle est toujours d'application dans 20 provinces turques sur 67. Près de 47.000 personnes ont été arrêtées pour des motifs politiques entre janvier et avril cette année, selon les journaux turcs.

MASSACRES COMMIS PAR LES "LOUPS GRIS" ET LES FORCES DE SECURITE

Malgré l'affirmation de restaurer la loi et l'ordre en Turquie, depuis la proclamation de la loi martiale, le taux d'assassinats politiques commis par les "Loups Gris", commandos para-militaires du parti néo-fasciste, s'est fortement accru et a atteint 337 par mois. Outre cette escalade, les forces de sécurité sous le commandement des autorités de la loi martiale ont commencé à recourir à la violence politique et de tuer des gens qui ne sont même pas impliqués dans des activités terroristes.

Le plus spectaculaire des massacres est celui du 13 juin 1980 à Izmir. Les forces de sécurité ont entouré un dortoir où les étudiants célébraient la fin de l'année scolaire et ont ouvert le feu. Cinq étudiants sont morts immédiatement et 20 autres ont été grièvement blessés. D'autre part, les "Loups Gris" ont tué plusieurs politiciens de gauche au cours de ce mois. Le 24 mai 1980, ils ont

ASSASSINATS POLITIQUES+++++++ DU 16/5/1980 AU 15/6/1980

ISTANBUL	81	AYDIN	3
ADANA	31	DENİZLİ	3
ANKARA	19	MALATYA	3
IZMIR	18	ANTALYA	2
CORUM	12	EDIRNE	2
ORDU	12	ERZINCAN	2
KAYSERI	9	MANISA	2
URFA	9	RIZE	2
ESKISEHIR	8	VAN	2
KARS	8	AFYON	1
MARDIN	8	AGRI	1
MERSIN	8	BİNGÖL	1
BURSA	7	BURDUR	1
DIYARBAKIR	7	CANAKKALE	1
ELAZIG	6	ERZURUM	1
GAZIANTEP	6	GUMUSHANE	1
KONYA	6	KIRKLARELI	1
GIRE SUN	5	KIRSEHIR	1
HATAY	5	KUTAHYA	1
KAHRAMANMARAS	5	MUS	1
KOCAELI	5	NEVSEHIR	1
SIIRT	5	NİGDE	1
TOKAT	5	SINOP	1
SAMSUN	4	TUNCELI	1
TRABZON	4	USAK	1
AMASYA	3	ZONGULDAK	1
ARTVIN	3		
TOTAL			337
7 MOIS DU DEMIREL GOVERNMENT			1781
TOTAL DE 4 ANS ET 5 MOIS			3991

attaqué la résidence de Vecdi Özgüner, membre du comité exécutif du Parti du Travail de Turquie (TEP), qui avait été interdit par la Cour Constitutionnelle. Ils ont tiré sur Mr. et Mme. Özgüner. Lui a été blessé et elle tuée. Elle était membre de l'Union des Médecins turcs.

Quelques jours plus tard, le 27 mai 80, Gün Sazak, membre du Comité exécutif du Parti d'Action Nationaliste (MHP) a été tué en face de chez lui par des inconnus. Cet assassinat a été interprété comme une vengeance de l'assassinat du docteur Özgüner. Bien que l'on ait déclaré que le meurtre du politicien de droite était la conséquence de conflits internes au sein du parti néo-fasciste, les "Loups Gris", prenant cet événement comme prétexte, ont lancé une campagne de terreur dans tout le pays. Ils ont attaqué les maisons, les bureaux et les magasins de personnes progressistes dans de nombreuses provinces, tuant une trentaine de personnes. La tension a atteint son comble spécialement dans les provinces de Corum, Kayseri, Eskisehir et Nevsehir. Parmi les victimes de l'offensive fasciste il y avait aussi le secrétaire de la section d'Uskûdar du Parti Ouvrier de Turquie (TIP). L'attaque la plus audacieuse s'est déroulée à Nevsehir. Les "Loups Gris" ont tué tout d'abord le président de la section de Nevsehir du Parti Républicain du Peuple (CHP), Zeki Tekiner, le 16 juin 1980. ./.

Le lendemain, le président du parti Bulent Ecevit et d'autres parlementaires ont assisté aux funérailles à Nevsehir. Pendant la cérémonie, les "Loups Gris" ont tiré sur la foule, Bulent Ecevit échappa de peu à la mort mais, 4 parlementaires furent grièvement blessés. A la suite de la fusillade, Ecevit et ses partisans furent obligés de se réfugier dans l'Hôtel de Ville, et téléphonèrent au premier ministre et au ministre de l'Intérieur pour leur demander d'assurer leur sécurité. Ils n'étaient pas dans leur bureau, et Ecevit téléphona alors au Chef de l'Etat Major pour lui demander d'envoyer des troupes à Nevsehir pour assurer leur sécurité.

DES TOURISTES ETRANGERS TUES PAR DES MILITAIRES

Bien que la terreur s'exerce principalement sur les intellectuels et les politiciens turcs, les touristes étrangers sont aussi une cible pour la violence. Le 16 juin 1980, les gardes turcs ont abattu un touriste belge et ont emprisonné son compagnon, alors qu'ils avaient navigué accidentellement dans une zone militaire interdite située à environ 40 km au nord-ouest d'Izmir, sur la côte de la mer Egée. Le victime, Olivier Shackoord, et son ami, Jacques Pourboix, passaient leurs vacances en Turquie. Ils réalisèrent trop tard qu'ils étaient dans une zone militaire et ne parvinrent pas à comprendre les avertissements des gardes turcs, qui ouvrirent le feu et tuèrent Shackrood. (C-M-ML-18/6)

MOTION DE CENSURE POUR RENVERSER LE GOUVERNEMENT DEMIREL

ANKARA (ITA) - Dans le but de renverser le gouvernement Demirel, le Parti Républicain du Peuple (CHP), principal parti d'opposition, a présenté une motion de censure devant le Parlement. Selon cette motion, signée par l'ancien premier ministre Ecevit, la terreur individuelle et organisée devient du terrorisme de masse, les meurtres augmentent, et non seulement les rues et les quartiers, mais aussi les villes et les institutions d'état deviennent des "zones libérées" sous l'occupation des "roîtres". Le sectarisme, le divisionnisme et l'hostilité ont abouti à la guerre civile et le gouvernement n'a pas été capable de maîtriser la situation sauf en augmentant les interdictions et les couvre-feux, paralysant ainsi la vie du pays.

La motion de censure déclare que l'inflation a atteint des proportions effrayantes. Le développement est arrêté. La régression s'est installée, les masses sont encore plus pauvres et le capital s'est accru chez les possédants. L'exploitation se multiplie, la distribution du revenu est de plus en plus inégale. Les prix et les taux d'intérêt sont libres et l'anarchie qui règne par dessus tout a conduit le pays à une situation explosive. Les marchés étrangers étaient abandonnés en faveur des pays occidentaux et toutes les concessions leur ont été accordées en échange de prêts.

Aucune mesure n'a été prise pour garantir l'avenir de la Turquie et des efforts ont été faits pour devenir membre à part entière de la CEE. Le modèle économique adopté était contre la constitution et la démocratie turque et ne correspond pas aux principes sociaux de la constitution turque.

La motion de censure conclut qu'aussi long temps que l'actuel gouvernement sera au pouvoir, la base de l'état et l'essence de la démocratie ainsi que les autres valeurs de la société continueront à se démanteler et d'autres puissances se substitueront à l'état.

A la fin des débats sur la motion de censure, il faudra 226 votes contre le gouvernement pour le renverser. Les voix du Parti Républicain du Peuple ne sont pas suffisantes pour réussir cette opération, et Ecevit cherche actuellement le soutien du Parti de Salut National, fondamentaliste islamique.

A la suite de ses entretiens avec le premier ministre Demirel, le président du Parti de Salut National Necmeddin Erbakan a déclaré à la presse que son parti a décidé de retirer son soutien du gouvernement de Demirel. (ML-18/6)

NOUVELLES CONCESSIONS AU FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

ANKARA (ITA) - Comme il ne parvient à surmonter les difficultés économiques dans le cadre de l'ordre existant en Turquie, le gouvernement Demirel a accordé une fois de plus au FMI de nouvelles concessions qui conduisent à des mesures drastiques.

Une lettre d'intention a été envoyée au FMI dans le but de remplacer l'accord d'un an entre la Turquie et le FMI par un nouvel accord de 3 ans. Le nouvel accord a pour but de réduire l'inflation à 50 % pour juin 1981, à 35 % l'année suivante et à 25 % pour juin 1983. Dans cette perspective, la lettre d'intention introduit un plan très détaillé pour une politique de crédit monétaire très stricte, et le gouvernement a renouvelé son engagement de poursuivre ces objectifs.

La lettre d'intention accepte un plafond de 125.000.000 de livres turques pour les crédits au secteur public de la Banque Centrale, et pour la première fois, la fixation de limites aux crédits du secteur privé. Donc, les prêts de la Banque Centrale aux secteurs bancaires et agricoles ne dépassera pas 105 milliards de liras turques en 1980.

Le document, qui annonce aussi des réductions sur les avances à court terme au Trésor, qui paie habituellement les salaires et les appointements, stipule que les surplus des salaires des entreprises économiques de l'Etat devront être employés pour de nouveaux investissements afin de faire disparaître les excédants de main d'oeuvre dans le secteur public. Les investissements dans le secteur public seront soumis à une liste de priorités, en accord avec les possibilités financières. Comme il est rappelé, l'annulation d'une partie considérable des investissements dans le secteur public, et une réduction substantielle des dépenses avaient déjà pu être observés dans le Programme d'Investissement de 1980.

La lettre d'intention souligne l'application d'une politique laissant libre les prix des produits et des services des entreprises économiques de l'Etat et donne des exemples de réajustement de prix.

Selon la lettre, la charge du soutien aux achats agricoles sera enlevée par de nouvelles hausses de prix, comme cela a été le cas pour le sucre et le thé. La lettre souligne aussi la présentation d'une réforme du système fiscal au Parlement, comme un effort pour assurer des ressources pour les dépenses publiques. Il y aura aussi un projet pour introduire la TVA et pour relier les salaires à la hausse des prix.

La lettre énonce le principe d'une dévaluation de 22% de la monnaie par rapport au dollar. Apparemment, c'est le refus du gouvernement -du à des raisons politiques- de réaliser cette dévaluation qui retarde la remise de cette lettre d'intention au FMI. Après avoir souligné son désir de garder un niveau suffisant à la lire pour maintenir sa compétitivité, le gouvernement exprime son intention de recourir à un "marché parallèle" comme moyen pour fixer la valeur étrangère de la devise turque. Entretemps, dans le document technique annexé, il semble y avoir certains calculs annonçant 20% de dépréciation annuelle de la valeur de la lire au cours des 3 prochaines années. Par conséquent, même si le taux d'inflation se ralentit, la valeur de la lire aura atteint 1 \$ = 184 LT en juin 1983 (actuellement 1 \$ = 78 LT).

Limitation des relations économiques et commerciales avec les pays socialistes

Une autre concession donnée au FMI est la limitation des relations économiques et commerciales avec les pays de l'Est. En 1978 et 1979, le gouvernement Ecevit avait établi de nouveaux contacts avec les pays socialistes et ceux du Moyen Orient en vue de promouvoir les exportations et de trouver de nouveaux marchés. Par conséquent, le volume des exportations vers les pays socialistes et arabes atteint 10 % dans le volume total du commerce extérieur.

Dans le but de réduire le volume des échanges avec l'Est, le gouvernement turc a supprimé le droit des exportateurs turcs d'utiliser 50% du revenu des exportations en ce qui concerne les exportations vers les pays socialistes. Parallèlement, les exportations vers l'Est ne bénéficient plus du crédit de 80% destiné au commerce extérieur.

LA TURQUIE DEVIENT LE PARATONNERRE DE L'OTAN

ANKARA (ITA) - A la veille du sommet de l'OTAN à Ankara où les membres doivent prendre la décision soit de retourner vers la détente et les négociations ou d'aller plus loin dans l'escalade nucléaire, le principal leader de l'opposition, Bülent Ecevit a accusé le gouvernement Demirel de faire de la Turquie "le paratonnerre de l'OTAN" afin de garantir l'assistance des pays occidentaux.

Dans ce cadre, le nouvel accord de coopération Turco-Américain avait déjà été signé par le gouvernement turc et est discuté actuellement à la commission de la défense du Parlement. Au cours des débats, le général Sedat Tokgöz, représentant du Ministre de la Défense Nationale et l'ambassadeur Faruk Sahinbas, représentant du Ministre des Affaires Etrangères ont déclaré qu'une aide de 250 millions de dollars avait été versée par les USA lors de la signature de l'accord et que 200 millions supplémentaires seraient versés en 1981.

Les installations et les bases militaires des Etats-Unis peuvent être répertoriées en quatre catégories:

1. Installations et bases de frappe comme des bases aériennes, navales, bases de lancement de missiles, etc.
2. Bases et installations d'observation électroniques
3. Installations de communication
4. Installations d'entraînement et de ravitaillement.

91 accords bilatéraux déjà conclus avec les USA dans le cadre de l'article 3 du traité de l'OTAN ont été systématisés par le Traité de Défense Commune et de Coopération fait le 3 juillet 1969.

Un rapport préparé par le sous-comité américain pour l'Europe et le Moyen Orient et intitulé "US Military Installations and Objectives in the Mediterranean, March 27, 1977" donne des informations complémentaires sur les bases et installations américaines en Turquie.

"La plupart des installations-clés employées par les USA en Turquie sont de type électronique et sont associées d'une manière ou d'une autre avec des activités de renseignement. Deux de ces bases les plus grandes qui ont des activités de renseignement sont situées à Sinop, sur la côte de la mer Noire, dans le nord et à Karamürsel sur la côte de la mer de Marmara. Sinop est équipé de radar et d'un système de télé-communication. Du personnel de l'ASA, dépendant de l'Agence de Sécurité Nationale, recueille des informations sur les activités navales et aériennes des Soviétiques dans le secteur de la Mer Noire, ainsi que sur les expériences avec les missiles. Le site de Samsun y est associé; le personnel est celui du Service de Sécurité de la Force Aérienne américaine (USAFSS), qui fait aussi partie de l'ASA. La station aérienne de Karamürsel a aussi des installations de télé-communications qui surveille le trafic naval soviétique du côté ouest de la Mer Noire et les Détroits. Le personnel de la Force Aérienne US est caserné à Karamürsel.

"Une autre importante station de renseignements est celle de Diyarbakır, un complexe de radars à longue portée et de télé-communication, en Turquie orientale. Cette station surveille également les activités Soviétiques de lancement de missiles et d'autres opérations militaires. La base aérienne de Pirinçlik est associée à Diyarbakır. Dans cette station, c'est également du personnel de la force aérienne américaine qui travaille. La station de Belbasi, près d'Ankara au centre de la Turquie, est une base américaine de détection sismographique, qui surveille les expériences nucléaires soviétiques. De nombreux terminaux américains pour le Système de Communication de la Défense (DSC) et 14 sites de l'OTAN de détection précoce sont répandus dans toute la Turquie, certains près des bases principales ou du moins, reliées à elles.

Parmi les terminaux les plus importants en Turquie occidentale, il y a celui de Yamanlar au nord d'Izmir, qui relie la Turquie à la Grèce par le terminal du Mont Pateras, au sud d'Athènes. Yamanlar est relié au terminal de Sahin Tepesi, qui lui même connecte le terminal de Karamürsel/Yalova avec d'autres sites de Turquie européenne et avec le terminal d'Elmadag au nord-est d'Ankara. Elmadag est relié à Samsun, près de la côte de la Mer Noire, et au ./.

terminal de Karatas près de la base aérienne d'Incirlik dans le sud-est de la Turquie. Le terminal de Karatas conduit au terminal de Malatya, qui abrite un système de communication par satellite, en contact direct avec la base navale de Lakehurst (N.J.).

"Autre base aérienne importante utilisée par les USA, celle d'Incirlik près de la ville d'Adana dans le sud-est de la Turquie et les dépôts d'Iskenderun et de Yumurtalik sur la côte méditerranéenne, près de la Syrie. Incirlik est la base tactique la plus importante en Turquie. Elle abrite des avions US venant de la base de Torrejon en Espagne et de celle d'Aviano en Italie. Les avions américains logés à Incirlik forment la base terrestre la plus importante en Méditerranée orientale. Ils sont capables de lancer une frappe nucléaire tactique en cas de conflit dans ce secteur. Iskenderun et Yumurtalik sont les centres d'approvisionnement et de stockage les plus importants des forces militaires américaines en Méditerranée extrême-orientale. Kargaburun, sur le rivage septentrional de la Mer de Marmara, est une base navale américaine LORAN, une installation qui aide l'aviation américaine à se réparer en Méditerranée à l'aide d'appareillage de radio-navigation électronique à longue portée. Ankara, au centre de la Turquie, est une base aérienne et le point d'attache du Groupe Logistique américain en Turquie, TUSLOG (commandement américain pour tous les services d'approvisionnement en Turquie). Izmir est une base aérienne ainsi que le quartier général du commandement terrestre de l'OTAN pour le sud-est (LANDSOUTHEAST) et du commandement de la 6ème Force Aérienne tactique (SIXATAF). Cigli, une base aérienne tactique, est située au nord d'Izmir." (Une carte indiquant toutes ces bases et installations a été publiée dans le BULLETIN du Janvier 1980).

48 députés du Parti Républicain du Peuple (CHP) ont demandé une enquête parlementaire auprès du gouvernement turc, critiquant le nouvel accord de coopération et de défense turco-américain qui permet aux Etats-Unis d'utiliser ces bases et installations pour réaliser les plans stratégiques du Pentagone. Ils ont déclaré:

"Nous avons peur que l'actuel gouvernement turc n'accepte aussi les revendications américaines concernant la bombe à neutrons en Turquie, faisant ainsi d'elle un cimetière nucléaire en cas de guerre. Puisque la priorité serait donnée à la destruction des troupes américaines, de leur armement et des dépôts nucléaires en cas d'attaque nucléaire, 1/5 de la population de Turquie et plus encore en ce qui concerne le matériel et les valeurs culturelles serait détruit en Turquie simultanément. Garantir des bases permanentes aux américains peut irriter à la longue les pays voisins et ceux du Moyen Orient. Ainsi, contre son gré, la Turquie est mise dans une position contraire à sa politique nationale, et à ses intérêts nationaux."

Partis ouvriers de Turquie pour le désarmement et la détente

Les deux partis ouvriers de Turquie ont participé à un "forum international pour le désarmement et la détente" qui s'est tenu à Vienne du 26 au 28 mai 1980. Ils ont exprimé leur détermination de combattre contre l'escalade des tendances militaristes en Turquie et de soutenir le dialogue pour le désarmement et la détente.

Parmi les partis progressistes de 38 pays, il y avait le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) et le Parti Socialiste Ouvrier de Turquie (TSIP) représentés respectivement par Mr. Yavuz Cizmecî et Tektas Agaoglu.

Les deux partis ouvriers de Turquie ont publié un communiqué commun avec le Parti Communiste Grec et PASOK ainsi que le AKEL et EDEK de Chypre. Cette déclaration contenait aussi un appel pour que Chypre soit tout à fait indépendant, souverain, garde son intégralité territoriale, son non-alignement, et demandait une démilitarisation totale avec le retrait des troupes étrangères et des bases militaires de son territoire et l'application des résolutions des NU.

De plus, les deux partis ouvriers de Turquie ont lancé une campagne contre la ratification du nouvel accord militaire entre les USA et la Turquie. Des manifestations ont été organisées dans plusieurs provinces turques et des milliers de pacifistes y ont assisté. (DNY-Y-DG-ML-17/6)

COMITE EUROPEEN DE L'UNION POUR LA DEMOCRATIE EN TURQUIE

DÜSSELDORF (ITA) - A l'occasion du 10ème anniversaire de la première résistance de masse de la classe ouvrière de Turquie contre les projets de loi anti-démocratiques, les représentants des unions pour la Démocratie en Turquie se sont rencontrés à Düsseldorf et ont décidé de constituer l'organe central de leur mouvement: Le Comité Européen de l'Union pour la Démocratie en Turquie.

Dans un communiqué, le comité constituant a rappelé que la résistance des ouvriers qui avait commencé les 15-16 juin 1970 à Istanbul a atteint des proportions très importantes en 10 ans. Il a rappelé aussi que les forces de la démocratie, de l'indépendance et du socialisme en Turquie se battaient pour qu'on ne supprime pas le reste des droits démocratiques en Turquie et pour que le pays ne devienne pas une base de l'impérialisme américain.

Le communiqué disait aussi:

"Pour remporter la victoire dans cette lutte:

"1. Toutes les forces révolutionnaires qui agissent selon les principes du socialisme scientifique devraient accélérer le processus d'union politique tendant à la création d'un parti unique,

"2. Toutes les forces anti-fasciste, anti-monopoliste, anti-impérialiste et anti-chauviniste devraient se rassembler en un front commun. organisé par la classe ouvrière."

En fait, les partis ouvriers en Turquie ont pris des initiatives dans cette direction. Le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) a déjà publié un document détaillé sur la nécessité de l'unité des partis et des groupes socialistes sur les principes du socialisme scientifique. Récemment, des conversations ont eu lieu entre le Parti Ouvrier de Turquie (TIP) et le Parti Socialiste Ouvrier de Turquie (TSIP) au sujet de l'unité politique de la classe ouvrière en Turquie.

Parallèlement, dans plusieurs provinces de Turquie, les deux partis ouvriers ont organisé des actions communes contre l'impérialisme et le fascisme. D'autres groupes politiques tels que "Unité et Solidarité" et les "Démocrates Révolutionnaires" ont participé à cette action commune.

L'Union pour la Démocratie en Turquie a déjà formé des comités dans de nombreux pays européens comme Allemagne fédérale, Belgique, France et Suisse.

(DG-ML-15/6)

LES TRAVAILLEURS DE TURQUIE EN BELGIQUE POUR OBJECTIF 82

BRUXELLES (ITA) - Le Centre Culturel des Travailleurs de Turquie a organisé le 7 juin 1980 une soirée culturelle sous le drapeau d'"Objectif 82". Ce slogan exprime la détermination des travailleurs de Turquie en Belgique d'obtenir le droit de vote et d'éligibilité aux élections communales de 1982.

Pour le moment, les travailleurs migrants ont le droit en Suède, au Danemark et en Hollande. Récemment, un travailleur de Turquie a réussi à se faire élire au conseil municipal de Charlerois, une ville de la province de Rotterdam (Hollande).

Une campagne pour Objectif 82 a été lancée par des organisations de travailleurs immigrés en Belgique, à laquelle ont participé de nombreux militants turcs.

En fait, la communauté des travailleurs de Turquie en Belgique représente une proportion considérable de la population. Selon les données du Ministère de la Justice, près de 900.000 étrangers en Belgique représentent 8,51 % de la population belge. En ce qui concerne les régions, la proportion est de 3,88 % en pays flamand, 12,68 % en Wallonie, et 20,24 % dans la capitale.

Le nombre des travailleurs immigrés et de leur famille par nationalité se présente comme suit:

	<u>TRAVAILLEURS</u>	<u>TOTAL</u>
Italiens	89.000	328.924
Marocains	31.250	92.279
Espagnols	29.250	67.058
Turcs	19.000	66.563
Greco	9.650	23.418
Portugais	5.600	13.433
Algériens	3.000	12.031

Tous les milieux démocratiques de Belgique sont d'accord pour donner le droit de vote communal aux immigrés et à leur famille. Cependant, dans certains milieux on a proposé d'accorder ce droit de vote aux ressortissants des pays de la CEE seulement.

En tant que ressortissants d'un pays non-membre, les travailleurs de Turquie insistent pour que ce droit soit accordé à tous les immigrés en Belgique.

Au cours de la soirée du 7 juin 1980, le secrétaire général du CCTT Hüseyin Celik a exprimé la détermination des travailleurs de Turquie d'obtenir le droit de vote et d'éligibilité. Un représentant du DISK (Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie), Yücel Top, a également participé à la soirée et a exprimé le soutien de son organisation aux travailleurs immigrés de Turquie en Europe. Le Secrétaire Général du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) Nihat Sargin a confirmé dans son message à la soirée la solidarité et le soutien de son parti aux travailleurs de Turquie en Europe.

De nombreux chanteurs populaires de Turquie, une chorale enfantine, des danseurs ont pris part à la soirée ainsi que le fameux chanteur de Turquie Rahmi Saltuk et la chanteuse française Francesca Solleville. (TIKM-DG-ML-8/6)

DEMARCHE XENOPHOBE DU BOURGMESTRE DE BRUXELLES

BRUXELLES (ITA) - La démarche xénophobe du bourgmestre de Bruxelles, M. Pierre van Halteren, qui voudrait limiter le nombre d'immigrés dans sa commune a été protesté énergiquement par des organisations immigrés et belges ainsi que le Conseil Consultatif des Bruxellois n'ayant pas la nationalité belge.

Dans un communiqué, le Bureau du Conseil Consultatif affirme solennellement sa détermination de lutter contre tout acte de nature discriminatoire et xénophobe d'où qu'il vienne, afin de favoriser la coexistence pacifique de la population de Bruxelles, quelle que soit son origine.

Il espère que les propos attribués au bourgmestre de Bruxelles ne reflètent pas la réalité et attend un démenti public des autorités communales de Bruxelles.

D'autres organisations ont également protesté: Le MRAX, le Conseil régional de Bruxelles du PCB. (LS-DR-CCI-DG-25/6)

 LE BULLETIN INFO-TURK NE
 PARAITRA PAS AU MOIS DE
 JUILLET. LA PUBLICATION
 RECOMMENCERA AU MOIS D'AOUT
